

**CONVENTION DE PARTENARIAT**  
**ENTRE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE, L'ASSOCIATION INITIATIVE ANJOU**  
**ET LES EPCI FINANCANT INITIATIVE ANJOU**  
**AU TITRE DE L'ANNEE 2017**

**ENTRE**

**LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE**

Hôtel de la Région des Pays de la Loire  
1 rue de la Loire  
44966 NANTES CEDEX 9

représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Bruno RETAILLEAU, autorisé à signer la présente convention par décision de la Commission permanente du 19 mai 2017, ci-après dénommée « la REGION »

d'une part,

**ET**

**INITIATIVE ANJOU**

7, esplanade de la Gare  
49010 Angers cedex 01

Représentée par son Président, Jacky CHARRUAULT, autorisé à signer la présente convention ci-après dénommée «INITIATIVE ANJOU»,

**ET**

**COMMUNAUTE URBAINE ANGERS LOIRE METROPOLE** 8 3 rue du Mail 49100 ANGERS

Représentée par son Président, Monsieur Christophe BECHU, autorisé à signer la présente convention,

**MAUGES COMMUNAUTE** Rue Robert Schumann 49600 BEAUPREAU-EN-MAUGES

Représentée par son Président, Monsieur Didier HUCHON, autorisé à signer la présente convention,

**AGGLOMERATION DU CHOLETAIS** Rue Saint Bonaventure 49300 CHOLET

Représentée par son Président, Monsieur Gilles BOURDOULEIX, autorisé à signer la présente convention

**SAUMUR VAL DE LOIRE** 11 rue Maréchal Leclerc 49400 SAUMUR

Représentée par son Président, Monsieur Jean-Michel MARCHAND, autorisé à signer la présente convention

**PETR DU SEGREN**    Route d'Aviré 49500 SEGRE-EN-ANJOU BLEU

Représentée par son Président, Monsieur Gilles GRIMAUD, autorisé à signer la présente convention

**ANJOU LOIR ET SARTHE**                      103 rue Darwin                      49125 TIERCE

Représentée par son Président, Monsieur Jean-Jacques GIRARD, autorisé à signer la présente convention

**BAUGEOIS VALLEE**    15 avenue Legoulz-de-la-Boulaie - Baugé    49150 BAUGE-EN-ANJOU

Représentée par son Président, Monsieur Philippe CHALOPIN, autorisé à signer la présente convention

**LOIRE LAYON AUBANCE**    1 rue Adrien Meslier 49170 SAINT-GEORGES-SUR-LOIRE

Représentée par son Président, Monsieur Marc SCHMITTER, autorisé à signer la présente convention

d'autres parts.

- VU** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 107 et 108,
- VU** le règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis – JOUE 24/12/2013 L 352/1,
- VU** le règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture – JOUE 24/12/2013 L 352/9
- VU** le règlement (UE) n°717/2014 de la Commission européenne du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture - JOUE 28/06/2014 L 190/45
- VU** la communication de la commission européenne relative à la révision de la méthode de calcul des taux de référence et d'actualisation, JO C 14 du 19.1.2008,
- VU** le Code Général des Collectivités territoriales et en particulier les articles L 1511-7 et R 1511-1 et suivants,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite NOTRe)
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi 12 avril 2000,

- VU** l'arrêté du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000,
- VU** la circulaire n° 5565/SG du Premier ministre du 5 janvier 2012 relative aux dispositifs d'ingénierie financière,
- VU** la délibération du Conseil Régional modifiée du 18 décembre 2015 donnant délégation du Conseil Régional à la Commission Permanente,
- VU** la délibération du Conseil Régional des Pays de la Loire en date des 14, 15 et 16 décembre 2016 approuvant le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation,
- VU** la délibération du Conseil Régional des Pays de la Loire en date des 14, 15 et 16 décembre 2016 approuvant le Budget primitif 2017 notamment son programme n° 513 « soutien à la création et à la transmission d'entreprises »,
- VU** le règlement financier de la Région des Pays de la Loire,
- VU** la délibération de la Commission permanente du 19 mai 2017 approuvant la présente convention et autorisant le Président à la signer,
- VU** les statuts de l'association de **INITIATIVE ANJOU**

## **IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

### **PREAMBULE**

Pour mettre en œuvre sa politique de soutien à la création et reprise d'entreprise, la Région a choisi de s'appuyer principalement sur les réseaux régionaux d'accompagnement et de financement intervenant sur le sujet et répartis sur l'ensemble du territoire. Les abondements successifs des fonds de prêts ont constitué depuis 2005 le socle de la politique régionale. Ce mode d'intervention a permis :

- de couvrir le territoire, donnant ainsi à tous les porteurs de projet, quel que soit leur localisation, un interlocuteur en proximité,
- de doter les fonds de prêts d'honneur et de garanties afin d'accompagner le plus de porteurs de projet possible,
- de développer la boîte à outils de ces réseaux, sur la phase dite de primo-développement, avec notamment la mise en place des fonds de prêts croissance pour les TPE et des fonds de prêts pour les PME.

Parallèlement, la loi dite NOTRe du 7 août 2015, qui clarifie les compétences des collectivités territoriales en matière d'interventions économiques, renforce le rôle de la Région, dorénavant seule habilitée à attribuer certaines aides et dotée de la responsabilité exclusive de la définition sur son territoire, des orientations en matière de développement économique.

Ainsi, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, peuvent intervenir en complément de la Région et dans le cadre d'une convention de partenariat, au financement des aides aux organismes qui participent à la création ou à la reprise d'entreprises.

L'association **INITIATIVE ANJOU** a pour objet de financer et accompagner les porteurs de projet de création –reprise d'entreprise sur le territoire du Maine et Loire.

Depuis 2006, la Région abonde les fonds de prêts d'honneur de l'association.

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet d'autoriser les EPCI, au titre de l'année 2017, à intervenir en complément du soutien et des interventions de la Région des Pays de la Loire au profit de l'association **INITIATIVE ANJOU** dans le cadre des aides allouées à la création ou reprise d'entreprises.

## **ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à la date de signature de la présente convention et porte sur une durée de 12 mois.

## **ARTICLE 3 - OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT D'INITIATIVE ANJOU**

**INITIATIVE ANJOU** a pour objet de déceler et de favoriser toute initiative visant à dynamiser le tissu local et à créer de l'emploi par la création ou la reprise d'une petite entreprise à travers les dispositifs de prêts d'honneur.

## **ARTICLE 4 - SOUTIEN DE LA REGION ET DES EPCI**

La REGION, dans le cadre de sa politique de soutien à la création et à la reprise d'entreprise abonde les outils d'intervention des plateformes d'initiative locale, notamment **INITIATIVE ANJOU**.

A ce titre, la dotation régionale cumulée versée au titre des fonds de prêts d'honneur permet, par redéploiement, de financer chaque année, l'octroi de prêts d'honneur auprès de porteurs de projets.

En complément du soutien régional, les EPCI mentionnées à l'annexe 1 de la présente convention, sont autorisés à financer **INITIATIVE ANJOU**. La nature du soutien prévisionnel accordé par les EPCI à **INITIATIVE ANJOU** est mentionnée dans l'annexe 1.

Le niveau et les modalités de soutien des EPCI à **INITIATIVE ANJOU** font l'objet de conventions bilatérales distinctes entre l'EPCI et la structure.

## **ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **5.1. Engagements d' INITIATIVE ANJOU**

**INITIATIVE ANJOU** s'engage à :

- entretenir des relations régulières avec la Région et les EPCI mentionnés à l'annexe 1 sur leurs actions en matière de création et reprise d'entreprises et sur l'évolution de l'activité de **INITIATIVE ANJOU**, tant au plan quantitatif sur les projets soutenus, qu'au plan qualitatif sur les actions menées auprès des porteurs de projet avant la création ainsi qu'auprès des bénéficiaires après la création/reprise,

### **5.2. Engagements de la Région**

La Région s'engage à :

- informer les EPCI mentionnés à l'annexe 1 des dispositifs d'aides à la création d'entreprise qu'elle met en œuvre et de leur évolution,  
- établir un rapport annuel relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre sur son territoire conformément à l'article L1511-1 du CGCT

### **5.3. Engagements des EPCI mentionnés à l'annexe 1**

Les EPCI mentionnés à l'annexe 1 s'engagent à :

- respecter les réglementations européenne et nationale en matière d'attribution des aides aux entreprises et notamment aux organismes de soutien à la création d'entreprise ou reprise d'entreprises  
- adapter leurs dispositifs aux évolutions de la réglementation sur les aides aux entreprises  
- informer la Région des décisions relatives au soutien, quel qu'en soit la nature (mise à disposition de moyens humains ou matériels, attributions de subvention...) de **INITIATIVE ANJOU**.

## **ARTICLE 6 - MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des termes de la présente convention, y compris de ses annexes, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

## **ARTICLE 7 - RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect des obligations contractuelles résultant de la présente convention, les parties se réservent le droit, après mise en demeure notifiée par lettre recommandée à la partie défaillante restée infructueuse pendant 60 jours, de résilier la présente convention.

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échange de courriers avec accusé de réception.

## ARTICLE 8 - LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal Administratif compétent.

## ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles régissant la convention sont :

- la présente convention,

L'annexe :

- liste des EPCI autorisés à financer **INITIATIVE ANJOU** au titre de l'année 2017

Fait à

Le

En 10 exemplaires originaux

<p>Pour le Président du Conseil régional Et par délégation, Le Directeur général adjoint en charge de l'Entreprise, de l'Innovation et de l'International</p> <p>Foulques CHOMBART DE LAUWE</p>	<p>Pour INITIATIVE ANJOU Le Président</p> <p>Jacky CHARRUAULT</p>
---	---

<b>COMMUNAUTE URBAINE ANGERS LOIRE METROPOLE</b>  <b>Christophe BECHU</b>	<b>MAUGES COMMUNAUTE</b>  <b>Didier HUCHON</b>
<b>AGGLOMERATION DU CHOLETAIS</b>  <b>Gilles BOURDOULEIX</b>	<b>SAUMUR VAL DE LOIRE</b>  <b>Jean-Michel MARCHAND</b>
<b>PETR du Segréen</b>  <b>Gilles GRIMAUD</b>	<b>ANJOU LOIR ET SARTHE</b>  <b>Jean-Jacques GIRARD</b>
<b>BAUGEOIS VALLEE</b>  <b>Philippe CHALOPIN</b>	<b>LOIRE LAYON AUBANCE</b>  <b>Marc SCHMITTER</b>

**ANNEXE 1 : cf tableau**

Nom de la collectivité en entier	Type de soutien*	Mode de calcul	Montant prévisionnel 2017	Observations
Communauté urbaine Angers Loire Métropole	Abondement au fonds de prêts	50% territoire / 50 % IA	0 €	L'agence de développement économique de CU ALM appelée ALDEV met à disposition du personnel au profit d'IA. Par ailleurs, une commune nouvelle (Loire-Authion) aujourd'hui isolée entrera dans la CU au 01/01/2018. En 2017, il est convenu entre ALDEV et la commune nouvelle que le dispositif IA est géré par ALDEV.
	Subvention budget fonctionnement	0,15 €/hab/an	50 000 €	
	Mise à disposition de personnel	au prorata temporis		
Mauges Communauté	Abondement au fonds de prêts	50% territoire / 50 % IA	0 €	
	Subvention budget fonctionnement	0,15 €/hab/an	17 000 €	
	Mise à disposition de personnel	au prorata temporis		
Agglomération du Choletais	Abondement au fonds de prêts	50% territoire / 50 % IA	0 €	
	Subvention budget fonctionnement	0,15 €/hab/an	15 000 €	
	Mise à disposition de personnel	au prorata temporis		
Saumur Val de Loire	Abondement au fonds de prêts	50% territoire / 50 % IA	25 000 €	
	Subvention budget fonctionnement	0,15 €/hab/an	15 000 €	
	Mise à disposition de personnel	au prorata temporis		
PETR du Segréen	Non concerné	Non concerné		
	Subvention budget fonctionnement	0,15 €/hab/an	10 500 €	
	Mise à disposition de personnel	au prorata temporis		
Anjou Loir et Sarthe	Abondement au fonds de prêts	50% territoire / 50 % IA	0 €	
	Subvention budget fonctionnement	0,15 €/hab/an	4 000 €	
	Mise à disposition de personnel	au prorata temporis		
Baugeois Vallée	Abondement au fonds de prêts	50% territoire / 50 % IA	0 €	
	Subvention budget fonctionnement	0,15 €/hab/an	5 200 €	
	Mise à disposition de personnel	au prorata temporis		
Loire Layon Aubance	Abondement au fonds de prêts	50% territoire / 50 % IA	0 €	
	Subvention budget fonctionnement	0,15 €/hab/an	8 300 €	
	Mise à disposition de personnel	au prorata temporis		
Commune de Loire-Authion	Non concerné	Non concerné	0 €	L'agence de développement économique de CU ALM appelée ALDEV met à disposition du personnel au profit d'IA. La commune nouvelle Loire-Authion aujourd'hui isolée entrera dans la CU au 01/01/2018. En 2017, il est convenu entre ALDEV et la commune nouvelle que le dispositif IA est géré par ALDEV.
	Non concerné	Non concerné	0 €	
	Non concerné	Non concerné	0 €	